

110 0 0200 11100101 1010 1 110 0  
 1001010101110001101 01 010 10 01001  
 010 1 0101 01 01 010 10010 1010 01 0  
 1010101001 10 1010 100011 10 11 1  
 100 110 01 01 01010 01 0 10001010101  
 011 01 1 000 10011100 0101 01001

11110111000 1 010001001 11100 11011 1010110  
 01 1 établissement déficitaire 110 010  
 01 1 ancien PDG embauché 00 1  
 011 1 volonté de faire des économies  
 combien de salariées d'Arès poussés dehors ?  
 0101 011 111 0000 1101 10001 10001101111



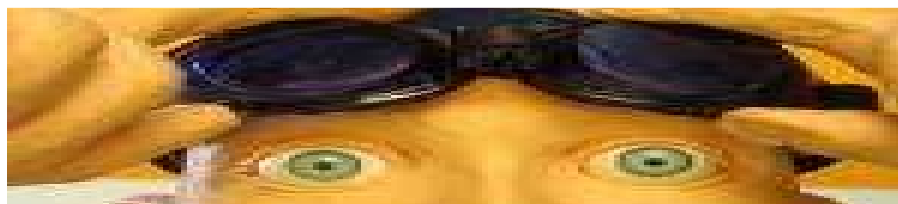
## Les yeux de SUD

Le journal du syndicat SUD Groupe GFI

12  
Août  
2011  
N°68

### SOMMAIRE

Protestation : page 1  
 A la maison : page 1  
 Collaboration : page 2  
 Elimination : page 2  
 Congés payés : page 2  
 Adhésion : page 2



**Solidaires**

**Unitaires**

**Démocratiques**

### Egalité Hommes-Femmes : La direction refuse toujours d'appliquer la loi malgré sa parole

La Direction s'est engagée en mai devant les représentants de tous les syndicats à enfin respecter la loi de 2006 sur l'égalité hommes-femmes (selon laquelle les femmes de retour de congé maternité doivent recevoir l'augmentation moyenne et la moyenne des primes reçues par les salarié-es de leur catégorie pendant leur absence). Et depuis, rien. Interpelée par nos élus, la DRH a répondu que l'application n'était pas automatique, chaque salariée doit faire une demande individuelle. Cette réponse est scandaleuse : depuis quand l'application d'une loi sur les salaires n'est-elle pas automatique ? Et le paiement du salaire des salariés, il est bien automatique, non ? A l'avenir faudra-t-il que chaque salarié-e demande à être payé-e à chaque fin de mois ?

### Jours de congés à GFI IP : la direction ne respecte pas l'accord signé avec les syndicats

Les élus SUD GFI de GFI IP ont aussi interpellé la direction car contrairement à ce qui est explicitement prévu dans l'accord sur l'intégration de GFI IP dans l'UES que nous avons signé avec la direction, les salariés de cette entreprise n'ont toujours pas 27 jours de congés payés (mais seulement 26).

**Alors M. Rouaix, vous êtes fier de  
ne pas respecter votre parole ?**

### Si on est en inter-contrat et qu'on n'a pas de boulot, on reste à la maison.

Ca fait des années que nous interpellons régulièrement la direction sur ce sujet, et c'est toujours pareil : la DRH nous confirme la règle en réunion de CCE, mais il se trouve toujours un petit baron féodal qui pense que la Loi, c'est lui qui la fait dans son entité.

La règle : un salarié en inter-contrat reste chez lui sauf si on a du travail à lui donner (ou bien sûr un point sur son CV, des propositions de clients, etc.). Demander à un salarié en inter-contrat de venir à l'agence et ne pas lui donner de travail, c'est une faute, car l'entreprise a le devoir de fournir aux salariés un travail correspondant à leur métier et leurs capacités.

Les faits : à l'**agence ex-ARES de Montpellier** on a demandé systématiquement aux salariés en inter-contrat de venir tous les jours à l'agence, **afin de leur rendre leur situation la plus désagréable possible et de les convaincre d'accepter de partir !** Il faut dire que l'agence de Montpellier d'Arès était déficitaire, la direction de GFI ne l'a incluse que dans sa dernière offre de reprise, pour être sûr d'être le mieux disant social, mais maintenant tout semble bon pour réduire le coût de l'inter-contrat.

SUD GFI est intervenu directement auprès de la DRH Paris pour que cette pratique, ciblée sur les salariés ex-Arès, cesse immédiatement, et elle a cessé aussitôt mais le mal est fait : on en est à quatre départs négociés depuis le printemps. **Le manager ou le dirigeant qui a décidé de cette stratégie d'usure psychologique contre les salariés sera-t-il sanctionné ?**

Dans l'équipe SAP de St Ouen ça fait des années qu'on demande aux gens en inter-contrat de venir tous les jours pour ne rien faire dans une salle qui leur est dédiée, et la DRH n'intervient pas malgré nos alertes, ou alors le manager de cette équipe s'en moque... **Il est allé jusqu'à reprocher à des salariés en inter-contrat d'arriver en retard !** Et quand la salle est prise (formation par ex) les salariés le découvrent en arrivant...

**L'intercontrat ne doit pas être le moment  
privilegié pour harceler un salarié !**

**RAPPEL : Si quelqu'un vous conseille de ne surtout pas prévenir les DP, c'est très souvent par crainte d'être obligé de respecter vos droits. Plus vite les représentants du personnel sont informés, mieux et plus vite les problèmes sont réglés.**

Union  
syndicale  
**Solidaires**

Pour nous lire sur internet: <http://sudgfi.free.fr>

Pour nous écrire: [sudgfi@free.fr](mailto:sudgfi@free.fr)

ou : 9 rue Jeanne d'Arc 44000 NANTES

## Projet de déménagement des sites nantais : une mauvaise foi pitoyable

La direction de la région Ouest a présenté en juin aux salariés de la hotline de Bouguenais son projet de déménagement vers un nouveau site, très éloigné et très mal desservi par les transports en commun. Ce projet mal foutu (et mal corrigé à la va-vite depuis) a été rejeté d'emblée violemment par les salariés présents. La direction prétendait que ce n'était qu'un projet, à discuter, et surtout que les CE et CHSCT seraient consultés « dans une démarche de collaboration constructive ». Les élus de GFI Ouest ont alors avancé des propositions très constructives (autres bâtiments plus accessibles, maintien d'une partie de la hotline à Bouguenais car GFI garde le bâtiment, etc.), **toutes refusées**, et posé des questions importantes (communication du cahier des charges du projet, et de la comparaison avec les autres solutions que la direction régionale affirme avoir étudiées) qui n'ont reçu **aucune réponse**.

**Si c'est ça la « collaboration constructive », nous préférons la résistance !**

### Les problèmes de Congés Payés

Plusieurs d'entre nous ont eu des problèmes pour récupérer la deuxième journée supplémentaire de RTT pour 2010/2011. La direction demandait de la saisir avec nos congés d'été dans le CRA avec le code « AA » (absence autorisée) au lieu de CP ou RS, et un commentaire explicite. Or il a fallu l'intervention de notre DS parisien pour que certains salariés ne se la fassent pas supprimer. A combien d'autres salariés a-t-on tenté de prendre cette journée ? **Nous exigeons le respect du droit de tous les salariés à ces journées de RTT, et le report jusqu'à la fin de l'année de la date limite pour la prendre !**

Un dysfonctionnement du process Workflow de la demande de congé a été identifié : vous devez normalement recevoir un mail de votre Manager quand il valide ou refuse votre demande, or cet envoi s'avère aléatoire. Un de nos élus a alerté la DSI à ce sujet, mais en attendant que tout fonctionne, nous vous conseillons de demander un mail de sa décision à votre Manager (utiliser la partie commentaire qui vous est réservée).

Enfin le 27ème jour de CP n'a pas été crédité aux salariés de GFI IP, au mépris de l'accord d'entreprise signé en 2010 sur l'intégration de GFI IP. **Tous les salariés de GFI IP sont concernés, et nous avons interpellé la direction** (cf. page 1).

*Envoyez-nous le récit de vos difficultés par mail à l'adresse [sudgfi@free.fr](mailto:sudgfi@free.fr) (précisez votre société et division ou entité).*

**Les DS et élus SUD Groupe GFI  
sont là pour vous aider, aussi n'hésitez  
pas à nous demander conseil !**

**Vous pouvez aujourd'hui compter sur tous ces DS et  
RS SUD Groupe GFI pour vous défendre :**

Jacques ALAYRAC (Toulouse) 05 63 79 52 18

Malik BELKADI (Nantes) 06 88 49 86 88

Vincent BRACCHETTI (GFI IP) 06 70 49 84 93

Didier FAYE (Lyon) 06 11 13 13 59

Dominique GEHANT (Némausic, Nîmes) 04 66 28 78 61

Antoine HUOT (Grenoble) 06 68 52 34 44

Alain KAING (Ile-de-France) 06 60 71 36 30

Jean-Luc LOUIS (Ile-de-France) 06 74 20 89 73

Laure NETZ (Sophia) 06 09 34 78 20

Alexandre PESANTI (RS au CE de GFI IP) 06 88 87 71 62

Francesco PROPATO (Progiciels) 06 88 72 21 36

Régis SCHAFFRAN (RS au CE de GFI Nord) 03 28 60 26 99

Alexis ZADOUNAISKY (Délégué Syndical Central) 06 75 24 70 09

*Suite du feuilleton*

### Pierre, licencié sans raison valable, attaque GFI aux prud'hommes

Rappel : issu d'une équipe de développement et support dont les effectifs fondent, Pierre doit changer d'affectation, mais on ne lui propose rien de concret et finalement GFI le licencie au motif qu'il a refusé de discuter de sa situation avec une chargée de recrutement de la DRH Paris le soir où elle l'a appelé sur son téléphone portable à 18h20, car il devait régler un problème urgent pour un client ! Il venait d'avoir 50 ans, serait-ce le vrai motif ?

Pierre a refusé toute transaction à l'amiable, a préparé son dossier avec un avocat et attaqué GFI devant le Conseil des Prud'hommes. Et le dossier n'est pas mince car en plus du motif grotesque du licenciement, il y a le fait que GFI l'ai très très peu formé depuis 10 ans (presque pas en fait). Est-ce que ça explique le manque de volonté pour lui trouver une autre affectation parce qu'il fallait le former enfin et que ça coûtait vraiment trop cher à GFI ?

Rappelons que la jurisprudence est claire : les entreprises ont le DEVOIR de former régulièrement les salariés pour maintenir leur employabilité, et non de les laisser vieillir techniquement avant de les virer à 50 ans !

A la demande de Pierre, nous avons attendu que l'audience de conciliation ait eu lieu avant de vous raconter son histoire dans notre tract. GFI n'ayant pas souhaité faire une offre à la hauteur du préjudice subi par Pierre, il y aura bien procès. Tant pis pour GFI !

### Question à notre PDG : qui paye quand GFI perd aux prud'hommes ?

**Les sommes sont-elles retenues sur les  
primes d'objectif des dirigeants  
responsables, ou déduites du budget des  
augmentations de salaires ?**

NOM :

Date de naissance :

Adresse :

Code postal :

Société (IP, Informatique, Progiciels, etc.) :

Date : / /

Prénom :

Téléphone perso :

Qualification :

Téléphone pro :

adresse e-mail perso :

Ville/Agence :

Signature :

**Pour adhérer à SUD Groupe GFI : retourner ce bulletin complété et signé à**

**Syndicat SUD Groupe GFI - U.S. Solidaires 9 rue Jeanne d'Arc 44000 NANTES**